

Feu l'économie globale? Quelques notes sur le développement de l'économie francophone au Québec

Éric Forgues and Jacques Hamel

Number 28, 1997

Feu la société globale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002529ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002529ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Forgues, É. & Hamel, J. (1997). Feu l'économie globale? Quelques notes sur le développement de l'économie francophone au Québec. *Cahiers de recherche sociologique*, (28), 107–124. <https://doi.org/10.7202/1002529ar>

Article abstract

This paper is situated in the debate currently traversing sociology concerning the development of the Francophone economy in Quebec. Based on a case study of typical companies, this development is viewed in terms of three turning points that have marked its development. It is argued that the Francophone economy appears as being globally affected by the importance of *family* (or kinship relations) with respect to company management and organization. Secondly, it appears as being affected by *personal relations* by means of which the economy in its totality assumes the form of ethnic nationalism. Lastly, Quebec government intervention, via the SGF, enabled the transformation of these companies as a function of a capitalist economy, the globalness of which is characterized by a corporate culture. This latter has tended to reconstitute a global economy by appealing to the family and to personal relations terms so deceitful that they undermine the global economy.

Feu l'économie globale? Quelques notes sur le développement de l'économie francophone au Québec*

Éric FORGUES et Jacques HAMEL

C'est faire preuve de hardiesse que d'intituler cet article «Feu l'économie globale». Car l'économie, en sociologie, revêt toujours une forme globale, en ce sens que l'économie est nantie de qualités sociales, qu'elles soient culturelles, politiques, ethniques, religieuses, etc. Cela semble une évidence pour qui s'affirme comme sociologue. Pourtant, les sociologues, du moins certains d'entre eux, ont tendance à oublier que l'économie, y compris l'économie contemporaine, est dotée de telles qualités et qu'en conséquence elle présente une forme globale. Un tel schème de pensée les conduit à reprendre à leur compte la conception des sciences économiques en vertu de laquelle l'économie s'affranchit de ses qualités sociales pour être convertie en un objet particulier d'étude.

Les économistes, par vocation, mettent donc entre parenthèses les qualités sociales de l'économie avec l'intention de l'envisager sous l'angle d'une «action rationnelle par rapport à une fin» visant à satisfaire une utilité. Eux-mêmes oublient souvent que l'action rationnelle par rapport à une fin fait écho à la réduction de l'économie au rang d'objet propre à mieux en rendre raison. Sur cette lancée, ils sont enclins à penser que l'économie est une *chose en soi*. Ce fétichisme de l'économie est, selon Lukács, «engendré nécessairement par la production capitaliste» et n'est «qu'une apparence que l'on comprend en tant qu'apparence nécessaire, mais qui ne reste pas moins une apparence¹». Lukács poursuit:

* Ce texte découle de recherches financées par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada dans le cadre de son programme de subventions générales. Les auteurs tiennent à remercier Jean-Pierre Dupuis pour ses remarques et commentaires pertinents et féconds.

¹ G. Lukács, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Minituit, 1960, p. 32-33.

Cette illusion fétichiste n'est rendue possible que par le fait que toutes les formes d'objectivité dans lesquelles le monde apparaît nécessairement et immédiatement à l'homme dans les sociétés capitalistes cachent en premier lieu les catégories économiques, leur essence profonde comme forme d'objectivité, comme catégories des relations inter-humaines; les formes d'objectivité apparaissent comme des choses et des relations entre choses².

Or, par un étrange paradoxe, le développement contemporain de l'économie est abordé au moyen d'expressions telles que «économie d'État», «culture économique», «culture d'entreprise» qui laissent sous-entendre que l'économie est manifestement assortie de qualités sociales. L'économie se teinte des nuances de la culture, de la politique, de l'ethnie, etc., et ce à l'heure de la mondialisation qui tendrait à les effacer. En pareil contexte, il serait illogique de prétendre défunte l'économie globale.

Ce dernier terme révèle par ailleurs sa pertinence dès que l'on envisage, comme nous allons le faire, l'économie des francophones au Québec. En effet, l'histoire du développement de cette économie ne cesse de rappeler que celle-ci se constitue d'entrée de jeu sous une forme globale du fait de son rapport, voire de son opposition, avec l'économie anglophone, également présente au Québec. Dans cette perspective, l'économie revêt un aspect global dans la mesure où elle se forme sous l'aiguillon de francophones qui font bloc face aux anglophones. L'histoire trouve ainsi son écho:

Les effets économiques et culturels conjugués, de la Grande-Bretagne à partir de 1760, du pouvoir politique de l'État central à partir de 1840, et des oligopoles privés des États-Unis à partir de 1896, vont réduire les Canadiens français à un rôle économique subalterne.

[...]

L'introduction d'un capitalisme exogène dans une économie plus faible et dans une société de langue et de culture homogène différente de celle d'un pays ou d'une minorité dominante entraîne, dans cette première société, un déséquilibre au niveau des structures de la production, des échanges, des revenus, des régions, des classes sociales et de la culture elle-même³.

² *Ibid.*, p. 33.

³ M. Saint-Germain, *Une économie à libérer*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1973, p. 419-420.

L'économie se révèle alors «globale» pour la raison qu'elle est le fait des francophones et qu'elle possède ainsi les qualités de leur culture, de leur politique, de leur ethnie, de leur religion, etc., pour marquer une opposition à une domination qu'on cherche à renverser. Cette conception de la globalité rejoint celle qu'associait naguère Marcel Rioux à la société, conception selon laquelle les francophones font bloc pour s'identifier en tant que globalité spécifique par rapport à la société canadienne⁴.

C'est donc selon ces deux sens attribués au terme «global» que nous allons présenter notre étude dont l'objet est l'économie des francophones au Québec. Précisons que le but n'est pas d'expliquer l'économie québécoise, qui est aussi constituée d'une économie anglophone — anglo-saxonne et américaine — dont on n'a pas à rappeler la suprématie.

Bref survol des résultats d'une étude sur l'économie francophone au Québec

Cette étude porte essentiellement sur des firmes dont la propriété, la gestion et l'organisation sont aux mains de francophones: la Volcano et la Forano. Sans entrer dans les détails méthodologiques, signalons que ces entreprises sont représentatives de l'économie francophone en fonction d'une représentativité théorique que l'étude de cas en sociologie⁵ a su expliciter. Sous cet angle, la valeur représentative d'un cas s'établit, à la différence de la représentativité statistique basée sur le calcul des probabilités, en vertu d'une théorie propre à soutenir et à mettre en relief les qualités que le cas renferme pour expliquer l'objet même de l'étude. Ces qualités sont, par conséquent, de nature purement méthodologique.

Le cas de ces deux entreprises va illustrer le rapport des francophones au Québec à l'économie.

L'histoire économique du Québec rappelle que les métallurgies de moyenne envergure, dans la suite des fonderies de village, constituent un bon exemple de l'économie qui a été le fait des francophones au

⁴ M. Rioux, «Sur l'évolution des idéologies au Québec», *Revue de l'Institut de sociologie*, vol. XLI, no 1, 1968, p. 95-124.

⁵ Voir, à ce sujet, C. C. Ragin et H. Becker (dir.), *What is a Case? Exploring the Foundations of Social Inquiry*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Québec⁶. Les études du Québec réalisées par l'école de Chicago soulignent pour leur part que les fonderies «canadiennes-françaises» ont été, à une époque, l'élément le plus dynamique de l'économie agricole avant de décliner rapidement sous l'action de la concurrence d'entreprises «anglaises» venues s'implanter et qui les ont cantonnées dans la fabrication de «produits pour la vente sur le marché local⁷». C'est avant tout parce qu'elles représentent de façon idéale le développement amorcé et orienté par des francophones que notre choix s'est porté sur la Forano et la Volcano. Les localités où elles se sont établies ont aussi une valeur méthodologique. En effet, la première est située dans Plessisville, une région où l'industrialisation s'est édifiée en l'absence d'un afflux de capitaux étrangers, comme cela a aussi été le cas dans une ville telle Saint-Hyacinthe où est née la seconde. La comparaison de ces deux entreprises permet donc de saisir le développement de l'économie des Québécois francophones sous tous ses aspects. Une étude en profondeur, empirique et historique, de ces deux entreprises a été réalisée. En effet, leur étude a fait appel à l'enquête de terrain, à l'observation participante et à l'analyse d'archives; leur histoire complète, de 1875 à nos jours, a été reconstituée sous l'angle des transformations du procès de travail.

L'anthropologie économique conçoit le procès de travail comme la chaîne d'actions, individuelles ou collectives, destinée à transformer des ressources premières qui, sous leur forme immédiate ou après avoir subi un certain nombre de modifications, deviennent des biens sociaux⁸. Cette chaîne d'actions prend forme dans un contexte de rapports sociaux qui déterminent au premier chef la gestion et l'organisation du procès de travail, rapports sociaux nommés par conséquent rapports sociaux de production.

Sur un plan méthodologique, on est fondé à penser que la forme d'organisation et de gestion du procès de travail révèle la nature des rapports de production qui président à ce procès de travail. En s'appuyant sur la position de Marx à ce sujet, on peut même avancer que cette forme d'organisation et de gestion est révélatrice de l'économie dans son ensemble. En effet, au terme de son analyse du mode de production, Marx conclut que:

⁶ Voir J. Hamelin et J. Provencher, *Brève histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 1981, p. 65 et suiv.

⁷ E. C. Hughes, *Rencontre de deux mondes*, Montréal, Boréal Express, 1972, p. 89.

⁸ Voir M. Godelier, «L'anthropologie économique», dans *L'anthropologie en France. Situation actuelle et avenir*, Paris, CNRS, 1979, p. 58.

[...] production, distribution, échange et consommation ne sont pas identiques, mais qu'ils constituent tous des membres d'une totalité, des différences au sein d'une unité [...]. Une forme déterminée de la production détermine donc des formes déterminées de la consommation, de la distribution, de l'échange ainsi que certains rapports de ces différents moments entre eux [...]. Il y a action réciproque entre ces différents moments; c'est ainsi dans chaque ensemble organique⁹.

Bref, les rapports de production caractéristiques du procès de travail sont révélateurs des rapports sociaux qui déterminent la forme de circulation et d'échange, de sorte que la mise en évidence de la forme des rapports de production indique, du même coup, la nature de l'économie dans son ensemble.

C'est dans cette optique qu'a été menée l'analyse de la Forano et de la Volcano. Il en ressort trois périodes-clés vues à titre de points tournants de l'économie des francophones.

1) *La période 1875-1935: les rapports de parenté comme rapports de production*

En premier lieu, pour la période allant des années 1875 à 1935, on peut formuler l'hypothèse que les rapports de parenté sont déterminants des rapports de production. Les rapports de parenté, pris dans le sens des rapports de descendance et d'alliance, donnent forme à l'organisation et à la gestion du procès de travail au sein de ces entreprises francophones. Les rapports de descendance et d'alliance en constituent, en quelque sorte, la pierre angulaire. La propriété du capital est d'abord l'affaire d'une famille: la Forano et la Volcano sont littéralement des «entreprises familiales». Beaucoup plus largement que cela, l'étude montre que les rapports de parenté ont une incidence directe sur le recrutement de la main-d'œuvre, le déroulement des opérations, la transmission des savoirs techniques, l'innovation technique, la détermination des salaires, etc., au point que ces rapports sociaux définissent l'organisation du procès de travail.

L'embauche de parents proches ou éloignés est, par exemple, coutume courante. Par ailleurs, on préfère engager une main-d'œuvre abondante plutôt que d'innover sur le plan technique. La hiérarchie se fonde largement sur des critères d'ordre générationnel: les opérations qui requièrent un haut niveau de compétence sont du ressort des aînés

⁹ K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1977, p. 165.

communs (père, oncle). La compétence liée au savoir technique découle d'ailleurs de la transmission d'astuces et d'habiletés de père en fils ou, plus généralement, entre proches parents. Le salaire est fixé en fonction du nombre des «dépendants», comprenant la conjointe et les enfants. Les papiers officiels qui, à cette époque, font office de contrat de travail stipulent que le salaire de base doit *tout d'abord* tenir compte des responsabilités familiales, *abstraction faite* du degré de compétence de l'ouvrier.

Les produits fabriqués sont mis en circulation à l'échelle locale, là où les rapports de parenté interviennent de façon marquée. Pour la raison qu'elle est confinée à cette échelle, l'économie induite par ces rapports de parenté entre peu ou n'entre pas en concurrence avec l'économie anglophone. Une telle circulation des produits permet à cette dernière d'accaparer le marché national et international et d'occuper ainsi une position dominante.

En bref, on peut donc tirer argument que les rapports de parenté sont constitutifs des rapports sociaux de production. Cela nuance les thèses classiques sur l'«entreprise canadienne-française» voulant que leurs «propriétaires attribuent une trop grande valeur à la famille». Selon Norman Taylor, «les considérations [familiales] prennent souvent le pas sur les *exigences de l'objectivité*, à un point tel que ces propriétaires en viennent à adopter des comportements non rationnels sur le plan économique contrairement au chef d'entreprise anglophone¹⁰». Taylor reconnaît pourtant du même souffle que la famille a son importance dans les entreprises anglophones: «Le neveu du patron, souligne-t-il, est d'habitude plus favorisé qu'un autre employé [...] les sentiments affectent de quelque façon les rapports économiques. L'objectivité, néanmoins, est une règle presque impérative pour l'homme d'affaires [anglophone¹¹].» Si elle a des incidences dans les entreprises tant anglophones que francophones, la famille entre toutefois en jeu différemment pour former l'économie et cette différence est propre à expliquer la domination d'une société sur une autre. La famille a une valeur telle chez les francophones qu'elle compromet d'emblée la croissance de leur économie. Chez les anglophones, la valeur attribuée à la famille répond aux «exigences de l'objectivité» d'une économie propre à se développer sans freins.

¹⁰ N. W. Taylor, «L'industriel canadien-français et son milieu», dans R. Durocher et P.-A. Linteau (dir.), *Le «retard» du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Montréal, Boréal Express, 1971, p. 74 (nous soulignons).

¹¹ *Ibid.*, p. 74.

Selon notre étude, la famille est le pivot des entreprises francophones. Mais en ce sens elle s'étend au-delà de la simple unité familiale fondamentale. Elle est entendue au sens des rapports de parenté. Elle ne représente pas une *valeur*, pas plus qu'elle ne reflète une inclination associée à des sentiments en voie de devenir dérisoires. Les rapports de parenté forment l'*assise* de l'économie francophone, au regard de quoi elle se différencie de l'économie anglophone. Dans cette perspective, l'hypothèse de l'anthropologue Maurice Godelier suivant laquelle les «rapports de parenté peuvent fonctionner comme rapports sociaux de production» se révèle ici singulièrement éclairante.

Par «fonctionner comme rapports sociaux de production», nous entendons [...] les rapports sociaux, quels qu'ils soient, qui assument la triple fonction de: a) déterminer la forme sociale de l'accès aux ressources et du contrôle des moyens de production; b) redistribuer la force de travail des membres de la société entre les divers procès de travail et organiser le déroulement de ces divers procès; c) déterminer la forme sociale de la circulation et du partage des produits du travail individuel ou collectif.

[...] ce sont seulement les rapports sociaux de production qui constituent au sens strict la «structure économique» d'une société¹².

Il ne faut pas se méprendre sur le recours à cette hypothèse issue de l'anthropologie économique. Elle peut laisser entendre que le Québec se ravale au rang d'une société précapitaliste, pour ne pas dire «primitive», à l'image des Baruyas de Nouvelle-Guinée¹³, société composée de moins de 1000 membres entre lesquels règnent la filiation et l'alliance. Le Québec serait dans cette veine une «société tricotée serré¹⁴» par l'intermédiaire des rapports de parenté, de sorte que la consanguinité et l'alliance constitueraient le moyen par lequel se ferait la participation à l'économie propre aux Québécois francophones. Or l'hypothèse ne saurait être comprise en ce sens. Envisagés comme «rapports de production», les rapports de parenté constituent la *médiation* par laquelle se règlent les contraintes du procès de travail. Une telle compatibilité structurale se fait jour au hasard des circonstances historiques qui peuvent être vues comme les contradictions de l'histoire des sociétés, au même titre que l'opposition entre francophones et anglophones découle de la conquête anglaise. C'est en fonction de ces contradictions que se forme la fonctionnalité

¹² M. Godelier, «La part idéelle du réel. Essai sur l'idéologique», *L'Homme*, vol. XVIII, nos 3-4, 1978, p. 159.

¹³ Qui est la société étudiée par Maurice Godelier, instigateur de l'hypothèse avancée dans ce texte. Voir *La production des grands Hommes*, Paris, Fayard, 1982 (rééd. 1996).

¹⁴ Voir M. Rioux, *Les Québécois*, Paris, Seuil, 1974.

économique des rapports de parenté: la descendance et l'alliance se présentent dès lors comme une forme sociale propre à entraîner la *régulation* de ces contradictions¹⁵.

Cela dit, avancer l'hypothèse que les rapports de parenté «fonctionnent comme rapports sociaux de production» ne signifie pas que les contraintes matérielles, techniques et intellectuelles du procès de travail s'articulent étroitement aux aléas de la descendance et de l'alliance. Les rapports de parenté constituent la *forme* en vertu de laquelle se règlent les contraintes et se résolvent les contradictions de l'économie. Dans cette perspective, les rapports de parenté assurent la régulation des contradictions particulières auxquelles fait face l'économie francophone dans le contexte nord-américain, permettant la production et la reproduction de cette économie tout en offrant un jeu de possibilités qui favorisent sa transformation, ce dont témoignent les entreprises étudiées.

2 a) *La transformation des rapports de parenté en des «rapports personnels». Aperçu de la période 1935-1960*

En effet, la transformation ou la modernisation de ces entreprises n'est pas impossible dans le cadre des rapports de parenté. La modernisation trouve cependant sa mesure, pour ne pas dire ses limites, dans le fait que ces rapports ne correspondent pas sinon s'opposent aux «exigences» de l'économie anglophone. En raison de la domination de cette dernière, ces exigences s'imposent pour la modernisation des entreprises étudiées, laquelle est liée, dans ce contexte, à leur insertion dans l'économie anglophone dominante. De fait, vers 1935, elles s'y imbriquent en assurant la sous-traitance auprès de grandes entreprises anglophones pour la fabrication de pièces de convoyage et de chauffage. Ainsi, la sous-traitance faite par la Volcano et la Forano devient révélatrice de la dépendance de l'économie francophone à l'endroit de l'économie anglophone.

Cette sous-traitance ne donne pas moins lieu à une optimisation de la main-d'œuvre, à l'introduction d'outils et de machines perfectionnés exigeant de nouvelles compétences techniques, à des améliorations du processus de fabrication, à une capitalisation accrue, etc., ce qui engendre de nouvelles contraintes qui appellent une transformation des rapports de production fondés sur les rapports de parenté. Il faut, par

¹⁵ Sur ce point de la régulation des contradictions, voir M. Godelier, «Considérations théoriques et critiques sur le problème des rapports entre l'homme et son environnement», *Information sur les sciences sociales*, vol. 13, no 6, 1974, p. 55.

exemple, recruter une main-d'œuvre qualifiée, et cette qualification découle d'une formation acquise dans une école de métiers. L'embauche de «parents» est encore possible à condition toutefois que ceux-ci possèdent la formation requise et fassent la preuve de leur compétence technique. La fixation de la place du travailleur dans le procès de travail échappe dès lors au cadre des rapports de parenté. Le salaire et le pouvoir associés à la fonction ne sont donc plus les corollaires d'un rang particulier dans la descendance et les alliances de parenté.

L'éclatement de l'économie fondée sur les rapports de parenté donne naissance à des rapports de production «personnels» au sens, donné jadis par le sociologue Jean-Charles Falardeau, de «relations sociales d'un caractère personnel où le sentiment envers les siens joue un rôle important¹⁶». Dans le cas des Canadiens français, ce sentiment s'exprime par un nationalisme à saveur d'«économie ethnique» qui vise à contrecarrer la domination de l'économie anglophone au Québec. L'une des premières manifestations de ce nationalisme économique prend la forme d'une collusion entre patrons ou hommes d'affaires francophones, qui entraîne la fondation de l'Ordre de Jacques-Cartier, une société secrète préoccupée de la défense de la nation canadienne-française¹⁷. Cette «famille» à l'échelle des francophones eux-mêmes puise son nationalisme économique dans son opposition à l'économie anglophone manifestement prépondérante dans la province. Les cahiers de l'Ordre de Jacques-Cartier soulignent que cette société œuvre «pour l'étatisation des entreprises d'utilité publique et l'infiltration par l'accession des nôtres aux conseils d'administration des compagnies étrangères».

Une banque d'affaires — la Corpex — est d'abord créée sur son initiative, en 1958, dans le but de fournir les capitaux nécessaires à la modernisation d'entreprises canadiennes-françaises. Le capital dont elle dispose étant minime, le pouvoir économique de cette banque est limité et se voit forcément réduit, de surcroît, par le fait qu'elle est strictement tenue à une fonction de prêt sans possibilité d'intervention dans la gestion des entreprises qu'elle soutient. La Corpex met fin à ses activités deux ans à peine après sa fondation et est remplacée par un organisme qui s'attache expressément à garantir aux francophones une mainmise sur l'économie par une expérience poussée de la gestion des capitaux et des entreprises: la Société nationale de gestion. La SNG ne connaît pas

¹⁶ J.-C. Falardeau, «L'origine et l'ascension des hommes d'affaires dans la société canadienne-française», *Recherches sociographiques*, vol. VI, no 1, 1965, p. 44.

¹⁷ Voir G.-R. Laliberté, *Une société secrète: l'Ordre de Jacques-Cartier*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983.

un grand succès en raison d'un capital modeste et d'une gestion établie sur des rapports personnels qui font peu de cas des «exigences de l'économie», selon l'expression de N. Taylor.

2 b) *L'intervention économique de l'État. Le nationalisme économique de la période 1960-1985*

À la suite de ces échecs, le nationalisme économique est aiguillonné par l'intervention de l'État québécois qui se propose désormais d'aider les entreprises francophones à devenir concurrentielles par rapport à l'économie dominante anglophone. La Société générale de financement voit le jour dans ce contexte. La charte créant la SGF, le 6 juillet 1962, prévoit les responsabilités et les moyens d'action suivants: prêter de l'argent aux entreprises canadiennes-françaises qui ne peuvent obtenir de financement à long terme; participer à la création et au développement de nouvelles entreprises; fournir des services techniques et administratifs à des entreprises en difficulté et acquérir une participation dans des sociétés dépourvues de capacités d'investissement.

La SGF va donc s'employer à nationaliser des «entreprises familiales» francophones aux prises avec des difficultés financières susceptibles de compromettre leur modernisation, voire leur survie. La Forano et la Volcano sont du nombre. Des changements interviennent dans la propriété et la capitalisation de celles-ci. Par ailleurs, on constate que la nature «personnelle» des rapports de production se dégrade après la nationalisation de ces entreprises par la SGF. Sous les auspices de celle-ci, la gestion et l'organisation du travail relèvent désormais d'experts qui s'emploient à axer le déroulement des opérations sur les «exigences objectives», c'est-à-dire le mouvement du capital et la modernisation envisagée sur un plan technique.

La division du travail est orientée dans le même sens et conduit à la définition d'opérations qui ne peuvent être exécutées que par des ouvriers spécialisés, dorénavant rétribués en fonction de leur seul savoir-faire technique. Les premières grèves qui ont lieu au cours des années soixante dans les entreprises étudiées révèlent sans nul doute un antagonisme récent entre les parties patronale et syndicale dont les points de vue sont désormais radicalement opposés quant à la gestion et à l'organisation du travail, et impossibles à réconcilier dans un cadre de «rapports personnels». L'organisation du travail s'établissant maintenant en l'absence de tels rapports, le syndicat est lui-même contraint de participer à la rationalisation des opérations et de leur déroulement strictement technique. Cette réorganisation est le signe de l'inclusion

grandissante de ces entreprises dans un marché économique qui s'étend aux régions anglophones du Canada et des États-Unis et qui donc dépasse les frontières du marché «national» québécois.

Le nationalisme économique de l'État québécois sera de brève durée. Les décisions des dirigeants de la Volcano, par exemple, sont sévèrement critiquées dans un rapport d'évaluation préparé par des experts en management et, fait significatif, rédigé en anglais: «[...] *with certain rare exceptions, the staff is not all profit oriented — possibly because they feel they are “civil servants”¹⁸.*» Ce type de réflexion a conduit à un tournant dans la gestion de ces entreprises durant les années soixante-dix. Dans le même ordre d'idée, un énoncé ministériel soulignera que «malheureusement le nationalisme ne se marie pas toujours à la saine gestion d'une entreprise» et qu'«on a également trop souvent le sentiment que la SGF est un organisme de service social¹⁹».

L'objectif de rentabilité économique mène alors immédiatement au retrait de l'État dont l'intervention dans les entreprises étudiées relève d'un nationalisme économique, voire d'une économie politique, dicté par des motifs ethniques et sociaux. Si, par exemple, l'intervention économique de l'État autorise une hausse nette et constante de la main-d'œuvre dans ces entreprises pour répondre à des besoins sociaux, elle compromet en revanche leur position concurrentielle sur le marché économique nord-américain qui est désormais le leur.

3) *L'avènement de Québec inc.*

La Volcano et la Forano sont donc cédées à des intérêts économiques privés francophones, en 1984. Ces entreprises sont vendues aux dirigeants de l'heure, c'est-à-dire aux gestionnaires de l'État chargés jusqu'à cette époque de leur direction au nom de la Société générale de financement. Livrées aux lois du marché et aux «exigences de l'objectivité» qui en découlent, privées du soutien de l'État, elles font rapidement faillite. Vendues à rabais à des intérêts anglophones, elles reprendront vie sous la gouverne de gestionnaires francophones convertis aux «exigences de l'objectivité», pour ne pas dire à des objectifs essentiellement économiques.

¹⁸ G. Lepage, *Special Report on Volcano*, Fonds de recherche *Le nationalisme économique au Québec*, département de sociologie, Université de Montréal, 1978.

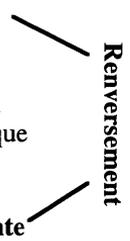
¹⁹ *Rapport De Coster*, fonds de recherche *Le nationalisme économique au Québec*, département de sociologie, Université de Montréal, 1971.

La réembauche d'une partie des employés s'effectue sans égard pour l'ancienneté et, en l'absence d'un syndicat, le salaire est passablement diminué. Si la compétence technique est exigée d'office, elle ne confère néanmoins pas au travailleur une spécialité à laquelle il est tenu ou confiné. La compétence technique perd sa valeur économique en même temps qu'apparaît la flexibilité du travail. La gestion et l'organisation du travail sont envisagées en fonction de la rentabilité économique, laquelle est nécessaire à la survie de ces entreprises. Cette rentabilité détermine ainsi des rapports de production. Alors l'incidence de la famille, des rapports de parenté ou des «rapports personnels» n'est possible que si elle permet d'atteindre la rentabilité visée. La famille au sens large prend sa place sous l'étiquette de la culture d'entreprise. En effet, la parenté et les «rapports personnels» ne trouvent sens dans ces entreprises que s'ils infléchissent leurs gestion et organisation vers les «exigences de l'objectivité».

La gestion et l'organisation du travail dans les entreprises étudiées en appellent au «sens de la famille»: les patrons s'affichent même comme des «pères» sans que, évidemment, les employés sous leurs ordres se greffent d'aucune façon sur l'arbre de leur descendance et de leurs alliances. Les équipes de travail en usine sont unies par l'évocation des lignées jadis dépositaires des métiers et le rappel de leurs compétences favorise la cohésion et l'harmonie nécessaires à leur productivité. Cette culture d'entreprise témoigne ainsi d'une évolution des rapports de parenté comme rapports de production. En effet, s'ils déterminaient autrefois la forme de l'économie francophone au détriment de prétendues «exigences objectives», celles-ci réactivent aujourd'hui la famille sous le modèle d'une *culture* d'entreprise ayant au premier chef une fonction économique.

En bref, un renversement s'opère dans l'économie francophone représentée par la Forano et la Volcano, comme l'illustre le schéma suivant. En effet, si auparavant, comme dans ces entreprises, la «famille» était le fondement de l'économie des francophones et constituait un frein à son essor, l'économie subordonne aujourd'hui la fonction de la parenté et du nationalisme économique à la rentabilité de l'entreprise. En d'autres mots, si, par le passé, la gestion et l'organisation du procès de travail étaient modulées par les rapports de parenté, leur forme contemporaine est déterminée par les exigences objectives caractérisant la recherche de l'excellence dans l'économie.

Transformations de l'économie francophone représentée par la Volcano et la Forano au cours des trois périodes historiques relevées

		Rapports de production	Capital	Marché		
Renversement 	Forme sociale	Rapports de parenté	Familial	Local	Dominée	
	«Famille»	Rapports personnels Nationalisme économique	National Intervention de l'État	National (Québec)	Position économique	
	Forme économique	Culture d'entreprise	Privé	International (Canada et États-Unis)	Dominante	

La culture d'entreprise et les aléas du développement économique

La culture dite d'entreprise fait donc écho, chez les Québécois francophones, à une mise en valeur sans égale de l'économie. Les «exigences de l'objectivité» paraissent depuis peu la médiation par excellence pour définir la gestion et l'organisation du procès de travail dans des entreprises comme la Forano et la Volcano, représentatives de l'économie francophone au Québec. Si le phénomène reflète l'effritement de l'incidence de la famille jadis typique de telles entreprises, voire de cette économie dans son ensemble, il signale aussi de proche en proche un renversement — certes encore embryonnaire — de la domination de l'économie francophone par l'économie anglophone.

L'histoire récente de la Forano et de la Volcano révèle toutefois que leurs nouveaux gestionnaires ont été forcés de constater par expérience que la gestion et l'organisation du travail ne peuvent nullement se réduire aux «exigences objectives» de l'économie, y compris lorsque ces dernières prennent l'aspect d'une culture d'entreprise. En effet, à partir du début des années quatre-vingt-dix, ces entreprises ont été investies d'une culture d'entreprise faisant valoir par toutes sortes de moyens le «sens de la famille», l'«entraide entre proches», le «sentiment envers les siens» compris comme un nationalisme de bon aloi. Cette culture d'entreprise fut même soutenue par l'intervention économique du Fonds de solidarité du Québec sous forme d'une contribution de la partie syndicale au financement de l'entreprise. Néanmoins, elle est rapidement apparue illusoire et ses ratés ont provoqué la chute des deux entreprises, particulièrement dans le cas de la Volcano. Le «sens de la famille» s'est vite dissipé quand il s'est agi de débaucher une partie des employés, de ne pas leur reconnaître la valeur pécuniaire de leurs compétences pour le motif de la «rationalisation des opérations» et d'imposer d'importantes baisses salariales à ceux qui demeuraient à leur service. L'évocation du passé commun lié à l'histoire des familles en présence, que souligne la gestion participative, ne suffit pas à légitimer la recherche de la rentabilité à tout prix qui caractérise désormais la gestion et l'organisation du procès de travail.

La culture d'entreprise témoigne ainsi de la fragilité de ce renversement de l'histoire en vertu duquel la «famille» devient un tremplin pour l'économie des francophones et, par ricochet, pour leur permettre de se soustraire à sa domination. C'est ce renversement qui est la clé de l'explication de l'économie des francophones²⁰.

²⁰ Qu'il faut envisager à la lumière de la théorie sociologique. Le couple conceptuel travail et interaction défini par Jürgen Habermas peut être invoqué à cette fin. Par

La globalité de l'économie francophone, dont la «famille» est le pivot, s'effrite en fonction de ce renversement qui, en réalité, comporte une double face. En premier lieu, il s'inscrit dans la foulée de la pénétration des entreprises francophones, à l'instar de la Forano et de la Volcano, sur les marchés canadien et international, faisant preuve d'une position concurrentielle qui atténue le caractère global de cette économie, dans la mesure où les francophones n'ont plus autant à faire bloc face à une économie anglophone dominante. En second lieu, la gestion en vigueur dans ce type d'entreprises, sous forme de culture d'entreprise, tend à subordonner les qualités sociales, culturelles, politiques et ethniques de l'économie aux «exigences de l'objectivité» donnant lieu, pour un auteur comme Habermas, à:

[...] la mise au point d'un mécanisme économique qui rend permanente l'expansion des sous-systèmes d'activité rationnelle par rapport à une fin et l'élaboration d'une légitimation économique permettant que le système de domination soit adapté aux exigences nouvelles de rationalité de ces sous-systèmes en train de se développer. [...] Par là même, les structures traditionnelles sont de plus en plus soumises aux conditions de la rationalité instrumentale ou stratégique: l'organisation du travail et du commerce²¹.

Habermas précise ailleurs que «[...] c'est seulement dans le capitalisme que les rapports de production prennent une forme économique²²». Dans cette veine, il poursuit en affirmant que «les traditions culturelles sont vidées de leur force contraignante et transformées en matériaux aux fins [...] [d']adapter à un cadre administratif les contextes signifiants²³».

travail, Habermas entend «une action rationnelle par rapport à une fin», tandis que l'interaction désigne «une activité communicationnelle médiatisée par des symboles» (*La technique et la science comme «idéologie»*, Paris, Gallimard, 1973, p. 32). Ses premières définitions laissent croire que travail et interaction sont marqués par une séparation, alors qu'en réalité c'est par le biais de l'analyse que la distinction entre ceux-ci se trouvent séparés. En effet, en réponse aux critiques qui lui ont été adressées à ce sujet, Habermas admet «que les actions instrumentales sont normalement insérées dans des relations d'actions communicationnelles (les activités productives sont en général organisées socialement)» (*Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1976, p. 344). Le tandem travail et interaction est développé dans la *Théorie de l'agir communicationnel* (Paris, Fayard, 1987, p. 184) sous l'angle des concepts de «système» et de «monde vécu», à la lumière desquels est avancée la thèse de la colonisation du monde vécu par le système.

²¹ J. Habermas, *La technique et la science comme «idéologie»*, ouvr. cité, p. 32.

²² J. Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, ouvr. cité, p. 184.

²³ *Ibid.*, p. 339-340.

La culture d'entreprise est signifiante en ce sens qu'il s'agit d'un véritable culte de l'économie au regard duquel l'économie représente la forme globale des rapports de production dans les entreprises. Elle témoigne des transformations successives des rapports de parenté en des rapports personnels, puis finalement en des rapports de production dont la forme économique détermine au premier chef la fonctionnalité en termes instrumentaux de la parenté, du nationalisme, voire plus généralement de la culture au sein de l'entreprise. La fonction de la parenté, du nationalisme et de la culture ne s'articule toutefois pas sans problème à la forme de ces rapports de production qui répondent aux exigences de l'objectivité. Les récents déboires des entreprises étudiées sont à ce propos éloquentes. Pour y remédier, elles font de nouveau appel au soutien de l'État, de partenaires sociaux, tel le Fonds de solidarité de la FTQ, et à la solidarité des francophones à l'échelle locale et québécoise. Face à ce contexte, il serait donc prématuré d'affirmer *feu l'économie globale* et, plus largement, *feu la société globale*. À tout le moins, ces deux expressions doivent être certainement suivies d'un point d'interrogation.

Éric FORGUES
Étudiant au doctorat
Jacques HAMEL
Professeur
Département de sociologie
Université de Montréal

Résumé

Cet article s'inscrit dans le débat qui a présentement cours en sociologie quant au développement de l'économie francophone au Québec. S'appuyant sur l'étude de cas d'entreprises typiques, ce développement est envisagé selon trois points tournants qui caractérisent son histoire. Il est avancé que l'économie francophone se présente sous une forme globale d'abord conférée par l'importance de la *famille* (ou des rapports de parenté) dans la gestion et l'organisation de ces entreprises; puis par des *rapports personnels* par lesquels la globalité de l'économie prend la forme d'un nationalisme ethnique. L'intervention économique de l'État québécois, par l'entremise de la SGF, a permis enfin la transformation de ces entreprises en fonction d'une économie capitaliste dont la globalité s'affiche par une culture d'entreprise. Cette dernière tend à reconstituer une économie globale en faisant appel à la famille et aux rapports personnels en des termes à ce point artificieux ou instrumentaux qu'est mise en cause l'économie globale.

Mots-clés: économie francophone, Québec, économie globale, rapports de parenté, famille, culture d'entreprise, entreprise, domination, rapports personnels, nationalisme.

Summary

This paper is situated in the debate currently traversing sociology concerning the development of the Francophone economy in Quebec. Based on a case study of typical companies, this development is viewed in terms of three turning points that have marked its development. It is argued that the Francophone economy appears as being globally affected by the importance of *family* (or kinship relations) with respect to company management and organization. Secondly, it appears as being affected by *personal relations* by means of which the economy in its totality assumes the form of ethnic nationalism. Lastly, Quebec government intervention, via the SGF, enabled the transformation of these companies as a function of a capitalist economy, the globalness of which is characterized by a corporate culture. This latter has tended to reconstitute a global economy by appealing to the family and to personal relations terms so deceitful that they undermine the global economy.

Keys-words: Francophone economy, Quebec, global economy, family relations, family, corporate culture, corporation, domination, inter-personal relations, nationalism.

Resumen

Este artículo se inscribe en el debate sociológico actual sobre el desarrollo de la economía francófona del Quebec. A partir del estudio de caso de empresas típicas, dicho desarrollo es percibido en función de tres ejes claves que caracterizan su historia. Se afirma que la economía francófona se presenta bajo una forma global caracterizada, en primer lugar, por la importancia de la *familia* (o de las relaciones de parentesco) en la administración y organización de dichas empresas; en segundo lugar, a partir de *relaciones personales* a partir de las cuales la globalidad de la economía toma la forma de un nacionalismo étnico. La intervención económica del Estado quebequense, por intermedio de la SGF, ha permitido finalmente la transformación de esas empresas en función de una economía capitalista en la que la globalidad se manifiesta en una cultura empresaria. Esta última tiende a reconstituir una economía global apelando a la familia y a las relaciones personales en términos tan artificiales o instrumentales que se pone en cuestión la economía global.

Palabras claves: economía francófona, Quebec, economía global, relaciones de parentesco, familia, cultura empresaria, empresa, dominación, relaciones personales, nacionalismo.